

BGE 74 II 155

Bundesgericht (BGE), 1948-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_74_II_155

FR: ATF 74 II 155

IT: DTF 74 II 155

Volltext

154 Obligationenrecht. N° 25. bestimmte Geschäfte abzuschliessen. Entscheidend fällt indessen wiederum das von Rasier unterzeichnete Bestätigungsschreiben der Klägerin ins Gewicht. Solchen Bestätigungsschreiben kommt im kaufmännischen Verkehr erfahrungsgemäss eine erhebliche Bedeutung zu. Sie dienen freilich in Fällen wie dem vorliegenden in erster Linie einer reirwn Beweissicherung hinsichtlich der einzelnen Vertragsabreden ; sie bezwecken aber nicht weniger, dem Vertragspartner, namentlich wenn die Verhandlungen durch Vertreter geführt worden sind, die Gewissheit zu verschaffen, dass das Geschäft als rechtsgültig abgeschlossen betrachtet werde. Dementsprechend pflegen sie denn auch regelmässig von Personen unterschrieben zu sein, die frei über Abschluss und Abänderung der in Frage stehenden Verträge befinden können. Ist dem aber sb, und hat die Beklagte, wie ausgeführt, in guten Trauen annehmen dürfen, Rasier habe das Bestätigungsschreiben mit Duldung der Klägerin unterzeichnet, dann stand ihr auch die weitere, sich aus der Natur dieses Schreibens ergebende Folgerung offen, er sei ganz allgemein zu derartigen Geschäftsabschlüssen bevollmächtigt, mithin in der Auswahl der Käufer und damit auch in deren Auswechslung frei gewesen. Die Klägerin muss deshalb die Schuldübernahme gegen sich gelten lassen. Daran vermag auch die Tatsache nichts zu ändern, dass die Schuldübernahme im Gegensatz zur Bestellung nicht bestätigt worden ist. Zwar hätte das Fehlen der Bestätigung für die Frage ~edeutsam sein können, ob die Schuldübernahme ernst gemeint sei. Die Vorinstanz hat dies letztere jedoch für das Bundesgericht verbindlich bejaht. Im übrigen aber ist das Ausbleiben einer Bestätigung für die allein noch zu beantwortende Frage, ob die Beklagte Rasier gestützt auf sein Auftreten als bevollmächtigt habe betrachten dürfen, belanglos. Schliesslich steht der Schuldübernahme auch nicht die Tatsache entgegen, dass die Ware auf den Namen der ursprünglichen Käuferin geliefert und die Faktur auf die Obligationenrecht. N° 26. 155 Beklagte ausgestellt wurde. Nachdem die Vorinstanz die vorbehaltlose und von Rasier genehmigte Schuldübernahme durch S. Bollag feststellt, könnten diese Umstände höchstens insoweit von Bedeutung sein, als sie auf eine spätere Rückgängigmachung der Schuldübernahme durch konkludentes Verhalten schliessen liessen. Hierfür fehlen indessen jegliche anderweitigen Anhaltspunkte. Allerdings hat die Beklagte keine Berichtigung der Faktur verlangt ; aber daraus allein lässt sich noch nicht ihr Verzicht auf die Schuldbefreiung herleiten, zumal durchaus möglich ist, dass sie die Faktur bloss versehentlich unwidersprochen hingenommen hat. 26. Extrait de rarret de la Ire Cour civile du 26 octobre 1948 dans la cause Commune d'Yverdon contre Jaeard. R88p()'f1,8abilit6 pOttir dea MtimentB et autres ou'IJ'l'agfJ8. Circonstances dans lesquelles une personne, qui n'est pas propriétaire du fonds sur lequel elle a construit un ouvrage et ne possMe pas su,r ce fonds un droit reel, doit nOOnmoins etre consideree, au sens de l'art. 58 CO, comme propriétaire dudit ouvrage. Werkhajtung. Werkeigentümer i. S. von Art. 58 OR kann untel" Umständen auch sein, wer ein Werk erstellt auf einem Grundstück, an dem ihm weder das

Eigentum, noch ein sonstiges dingliches Recht zusteht. R88ponBabilitd del P'l'opMeta'l'W di un'opera. Circostanze in cui una persona, ehe non e proprietaria del fondo sul quale costruisce un'opera e non possiede su questo fondo un diritto reale, dev'essere considerata nondimeno come proprietaria dell'opera a norma dell'art. 58 CO. Jaccard a ete victime d'un accident en plongeant du haut d'une passerelle faisant partie d'un etablissement de bains que la Commune d'Yvei'don a amenege sur les rives du lac de NeuchateI. Dans l'action en dommages-interets que lui a intentee Jaccard en vertu de l'art. 58 CO, la commune defenderesse a notamment conteste que la passerelle, avan9ant dans le 156 Obligationenrecht. NO 26. 100, fUt sa propriete et qu'elle put etre tenue responsable comme proprietaire d'un ouvrage. La Cour cantonaJe a rejete ce moyen et 'Ie Tribunal federal, sa.isi par voie de recours en reforme, a fait de meme pour les motifs suivants (consid. 1 lit. b) : La defenderesse persiste a contester que la commune soit proprietaire de la passerelle. Le fond du lac, dit-elle, appartient a l'Etat de Vaud. En consequence, la passerelle est aussi propriete de l'Etat, non de la commune. On ne saurait parler d'une construction legere, elevee « sans intention de l'y etablir a demeure », au sens de l'art. 677 00. On ne peut non plus considerer la passerelle comme une partie integrante ou un accessoire de l'etablissement de bains. En effet, sa destination est uniquement de rendre service au maitre de natation des ecoles. O'est le proprietaire de l'ouvrage qui, d'apres l'art. 5800, repond du dommage cause par une defectuosite de celui-ci. Ce proprietaire est generalement le proprietaire du fonds sur lequel se trouve l'ouvrage (cf. art. 667 00). TI en va autrement an cas d'ouvrages empiétant ou etablis sur le fonds d'autrui lorsque l'auteur de ceux-ci est au b6ne:fice d'un droit reel, legal ou conventionnel (art. 674, 675, 779 CO). Cette hypothese n'est pas realisee en l'espece. On ne peut guere non plus considerer la passerelle comme une construction legere selon l'art. 677 CO. Mais la propriete de l' ouvrage peut aussi etre distincte de celle du fonds lorsque constructeur et proprietaire sont lies par une convention de precarite (Revers), comme dans le cas on un chalet est construit sur fonds d'autrui, mais on le proprietaire du terrain signe une declaration pal' laquelle il reconnaît que c'est bien le constructeur du chalet qui en a la propriete. Du point de vue de l'art. 58 00 en tout cas, on les notions des droits reels ne sont pas d6cisives (cf. RO 63 II 98), le b6ne:ficiaire d'une telle convention doit etre tenu pour le proprietaire de l' ouvrage. Des situations precaires de ce genre peuvent meme se pr6senter en l'absence de convention, comme lorsqu'un particulier a Obligationenrecht. N" 26. l5T construit une maison dontun balcon empiete sur le fonds du voisin, sans que celui-ci s'en apergoive ou s'en soueie, et sans que l'une ou l'autre des parties fasse valoir les droits que lui accordent les art. 674 sv. ce; dans un cas sembla- ble, si le balcon appartient thooriquement au proprietaire du fonds voisin, on ne concevrait pas que, le jour on il s'effrondrerait par l'effet d'un vice de construction ou d'un defaut d'entretien, le proprietaire de la maison put con- tester d'entree de cause sa responsabilite. Le demandeur serait atout le moins fonde a opposer a cette exception la « replicatio doli». En l'espece, la Commune d'Yverdon a construit la pas- serelle sans songer un instant ~ la propriete de l'Etat de Vaud sur le fond du lac. Quant a l'Etat, s'il n'ignore pas l'existence de la passerelle, il ne s'en preoccupe nullement et l'on peut tenir pour acquis que, s'il y avait eu une diffi- culte quelconque a ce sujet, il aurait sans discussion trans- fere a la Commune d'Yverdon la propriete du fonds occupe par l'installation. Mais, meme si on part de l'idee que la passerelle est la propriete de l'Etat, on doit reconnaitre a la defenderesse la qualite pour resister a l'action. En effet, quoi qu'il en soit des circonstances qui ont amene l'~ Commune d'Yver- don a construire cette passerelle, il, n' est pas douteux qu'elle fasse partie de l'etablissement de bains; en fait en tout cas - et c'est cequi compte -, elle ale caractere

d'une installation de la plage et elle est utilisée comme telle. Or, lorsque deux choses juridiquement indépendantes, c'est-à-dire dont l'une n'est pas partie intégrante ou accessoire de l'autre, n'en forment pas moins une unité fonctionnelle, on est en présence d'un seul et même ouvrage, de telle sorte que le défaut affectant celle de ces choses qui est la moins importante se présente comme un défaut de l'autre. Peu importe que les deux choses appartiennent à des propriétaires différents, comme cela peut aussi être le cas pour la partie principale et un accessoire rattaché à elle de façon stable (cf. RO 59 II 176) : la responsabilité des obligations résulte. N° 27. est encourue par le propriétaire de la partie la plus importante, à savoir de celle qui apparaît comme constitutive de l'ouvrage dans son ensemble, les limites de celui-ci étant alors censées ne point s'arrêter là ou s'arrêter à la propriété « { ... das ~ erk hö~ ... ~cht da auf, wo das Eigentum daran aufhört », arrêt précité). Cela étant, la défenderesse comme propriétaire de l'établissement de bains d'Yverdo est de toute façon responsable de vices de construction d'un défaut d'entretien de la passerelle qui forme corps avec la plage. P 7. Auszug aus dem Urteil der J. Zivlabteilung vom 25. Mai 1918 I. S. Schweiz. Textil- und Fabrikarbeiterverband gegen Société de la Viscose Suisse S.A. Gesamtarbeitsvertrag. Verletzung des Per .. h! -- h 322 f. OR, 28 ZGB. son WIGf7.tBrecht. Art. 1. ~t~ineskl an einem ~A V nicht beteiligten Verbandes auf "-5~ !ger arung der Einzelanschl" . Mi li Rechtswidrigk 't V us~e seller tg eder wegen eI, erstosses gegen die gut S'tt d letzUllg des Pers" lichk'ts h en len un Ver- Mi {flie?e~ (E~. ~5). ei rec ts des Verbandes sowie seiner von d~t {fo~~~:n ~e1a:c3i~se wegen Verletzung des Arbeit~e~s f (Erw. 3). angestrebten Schutzes des UngültigkeIt der Einzelanschl" Tre~EJI?fficJ:t der Mitglieder gegenü:~m:~Ver:ietzung der 2. ZulassI&kelt der Erhebung sog. Solidaritätsbeit - ? (EE~' 4). unterzeIchnern des GAV di "b ha k' rage von mzel- Vertrag nicht beteiligten: V:r~ ~!hö~!(E~6)~em am Oontrat collectij de travail, ' atteinte aux droits de la --, . • Art: 322 sv. CO, 28 ce. . per8onnu",~te. 1. ActIon d'une association " . collectif de t il ' qUl ?1 a pas souscrit a un contrat d rava , en annulatIon des adhesions . di . d 11 a:t s.e~ membJ:s. pour illiceite, faits contraires au~ :re= : me~br~ a(:onsi~I:sa~).la personalite de l'association et de ses de N~~Ite i!es adh6~ }ons !ndividue1 les comme contraires au but N Pulli~t~tIdon oUdh~~:e VI~e par le contrat collectif ? (consid 3) e es a "" ,IOns lldivid Il ' la ' .. 2. fi:~f:a=I~: d~~:~:6=es e~~e: r.:C:~iO!I~(C~~S~;blt ~ercept,ion d'UfleP contributi~n ~i~n~r:~l~~~! ~e travail la sIgnataIres qm n'appartiennent a . ,ue par es appartiennent a .. ucune assocmtIon ou qui (consid. 6). une assoClatIon qui n'a pas adh6r6 au contrat Obligationen:rooht. N° 27, 159 Oontratto collettivo di lavoro; leBione dei diritti della personalitd. Art. 322 sgg. CO, art. 28 ce. 1. Azione di un'associazione, ehe non ha sottoscritto un contratto collettivo di lavoro, volta ad ottenere l'annullamento delle adesioni individuali . dei suoi membri per illiceita, atti contrari ai buoni costumi e lesione della personaJita dell'associazione e dei BUoi membri (consid. 3-5). Nullita delle adesioni individuali siccome contrarie aHo scopo di protezione dell'operaio perseguito dal contratto collettivo ? (consid. 3). Nullita delle adesioni individuali per violazione deIl'obbligo di fedelta dei soci verso l'associazione ? (consid. 4). 2. E' lecito prevedere in un contratto collettivo di lavoro la riscossione di tm contributo detto di solidarita dovuto dai firroatari che non appartengono ad un'associazione 0 che appar- tengono ad un 'associazione non aderente al contratto (consid. 6). A U8 dem Tatbestand : Die Societe de la Viscose Suisse SA. in Emmenbrücke beschäftigte 1945/46 rund 1640 Arbeiter und Arbeiterin- nen. Von diesen waren rund 630 Mitglieder des Schweiz. Textil- und Fabrikarbeiterverbandes ; rund 350 waren Mitglieder eines der folgenden vier Verbände: Schweiz. Verband christlicher

Textil- und Bekleidungsarbeiter, Landesverband freier Schweizer Arbeiter, Schweiz.
Metall- und Uhrenarbeiterverband, Christlicher Metallarbeiterverband der Schweiz. Die
restlichen 660 Arbeiter gehörten keiner Organisation an. Auf Veranlassung namentlich der
zahlenmässig stärksten Organisation, d. h. des Schweiz. Textilarbeiterverbands, hatte die
Viscose SA. ab Mitte November 1945 mit den genannten fünf Verbänden schriftliche
Vorverhandlungen über den Abschluss eines Kollektivarbeitsvertrags geführt. In deren
Verlauf reichte der Schweiz. Textilarbeiterverband einen Vertragsentwurf ein, der von der
Firma wegen des Ausmasses der darin enthaltenen Forderungen als Diskussionsgrundlage
abgelehnt wurde. Mitte Mai 1946 trat die Firma mit den übrigen vier Verbänden in
mündliche Verhandlungen ein, denen ein Vertragsentwurf des christlichen
Textilarbeiterverbandes als Grundlage diente. Der Schweiz. Textilarbeiterverband nahm an
diesen Verhandlungen trotz Einladung durch die Firma nicht teil.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.